

Panel 1 : Le rôle des Nations-Unies durant le “printemps arabes”

Rapport de la journée du 22 octobre 2011 au Palais des Nations

La discussion a commencé avec un premier survol sur les événements qui ont caractérisé cette année de changement et de bouleversement.

Il a été mis en évidence que le 23 Octobre le peuple tunisien va voter pour la première fois, cela avec la mort du Colonel Khadafi fait penser que la page sera enfin tournée définitivement dans le pays arabe de la méditerranée.

Ensuite, le modérateur a mis en évidence que pour bien comprendre le rôle des Nations Unies il faut faire une double distinction.

La première est d'ordre chronologique: le rôle de l'ONU avant et après la chute du Gouvernement Tunisien de Ben Ali.

La deuxième est géographique: le rôle de l'ONU en Tunisie et en Egypte opposé à celui en Syrie, Libye et au Yemen.

Les Nations Unies ont fait une faible condamnation de la réaction du Gouvernement tunisien face aux manifestations qui ont suivi le geste extrême d'un jeune homme qui s'est immolé le 17 décembre 2010 pour protester contre la passivité du Gouvernement de Ben Ali face au problème de la population.

Le peuple tunisien, il faut le dire, n'a pas du tout aimé la position prise par l'ONU, et encore moins celle de la République française, qui, par la voix de sa Ministre des Affaires Etrangères, avait offert support logistique au dictateur. L'imprévisibilité des suites de ces manifestations peut pourtant expliquer cette réticence des gouvernements étrangers et des Nations Unies lesquelles agissent en suivant le mandat donné par les Etats.

Pour ce qui regarde l'Egypte, bien que les enjeux politiques et territoriales pouvaient faire penser le contraire, la condamnation de la part de la communauté internationale a été plus soutenue.

Après la chute des gouvernements a commencé la deuxième phase, celle de la transaction, qui est plus difficile, bien que l'on puisse croire le contraire, que la première. Là le rôle de l'ONU, en Egypte et en Tunisie a été très important et fort.

Les Nations Unies ont aidé à résoudre les problèmes économique et de sécurité, causés non seulement par les événements internes, mais aussi par le mouvement de réfugié politique, notamment des 50'000 libyens qui fuient de la Libye et cherchaient refuge dans la voisine Tunisie. Dans ce cas l'ONU a agi rapidement par le biais de ses organes spécifiques, et son expertise dans la gestion des crises fut crucial.

Ensuite il fallait aider à reconstruire un Etat de droit, ce qui n'était pas aisé à cause du fait que tous les chefs de l'administration faisait partie du cercle du dictateur et lui étaient fidèles. Là encore, les NU ont montré leur rôle essentiel pour une gouvernance mondiale.

En Libye la situation était différente, le Colonel Kadhafi avait un contrôle totale de toute structure économique et surtout des infrastructures pétrolières. En plus la répression libyenne était violente, la Résolution du Conseil de Sécurité numéro 1973 représente donc un pas historique pour les Nations Unies. Cette-ci a permis de réagir rapidement; une comparaison avec le Rwanda et le Kosovo a été faite pour souligner les effets dévastateurs qu'une non entrée en matière aurait pu produire. Cette

résolution, beaucoup critiquée car la menace de la paix et de la sécurité internationale était créée seulement par un conflit interne et un déplacement de réfugiés, a engendré l'isolement diplomatique du Colonel ce qui a facilité encore plus les actions de l'OTAN.

Comme déjà dit en guise d'introduction la mort de Kadhafi clôt un long chapitre de l'histoire libyenne. Il a été mis en évidence le rôle de premier plan de la France, laquelle a fait beaucoup de pression diplomatique afin que la Résolution 1973 soit adoptée. Dans ce cas, l'abstention et la non opposition de la Chine et de la Russie a surpris toute la communauté internationale.

La situation en Syrie est par contre bien différente. La Chine et la Russie, ensemble avec le peuple syrien s'opposent à une intervention militaire. Il faut en plus souligner que l'Iran et les Hezbollah palestiniens sont alliés au gouvernement de Bachar Al-Assad. L'avenir de la Syrie n'est pas encore claire, une analyse plus approfondie n'a pas lieu d'être dans ce débat car seul des hypothèses peuvent être exprimées.

La position géographique du Yemen rend une intervention des Nations Unies, quoique soit elle, très difficile et délicate. Voilà pourquoi l'ONU a montré une certaine retenue dans la gestion de cette crise.

La présentation de Monsieur Ben Youssef a été très bien accueillie et suivie d'un débat fructueux avec les participants. Dans son propos, il a tenu à remercier l'ONU pour leur présence et leur volonté de soutenir la transition démocratique, notamment par l'appel au calme, l'envoi des experts pour aider à préparer les élections et les résolutions prises par ses organes.

Plusieurs ont posé des questions pertinentes auxquelles le modérateur a apporté des éléments de réponse. On se limitera à énoncer celle qui a retenu le plus d'intérêt au sein du débat.

Une comparaison avec la révolution iranienne a été faite, en soulignant la crainte que le mouvement islamique, représenté par le parti politique El Nahda, puisse conduire à un nouveau Iran.

Mehdi Ben Youssef a donné son propre avis sur ce sujet tout en gardant l'espoir pour le bon déroulement des premières élections libres dans le monde arabe. Il a fait noter que la situation de l'Iran était pourtant différente, il a été en guerre avec l'Iraq pour 8 ans, pendant lesquelles le parti islamiste a pu bien fonder son pouvoir. En plus El Nahda n'a pas les mêmes caractéristiques du parti islamiste iranien, mais plutôt celles du parti turque AKP.

Il y a une volonté du peuple tunisien de créer son propre modèle s'inspirant plutôt à la Turquie et à d'autres pays occidentaux que à l'Iran, il s'ensuit que la crainte d'une forte islamisation soit infondée.

Jacopo Ograbek & Wafa Miloudi